

# Population et pauvreté à Kinshasa

Théodore Trefon\*

ttrefon@vub.ac.be

Afrique  
contemporaine  
N° 194  
2<sup>e</sup> trimestre 2000

Pauvreté  
à Kinshasa

82

La République démocratique du Congo (RDC), nom actuel de l'ancien Congo belge, qui fut aussi entre-temps nommé Zaïre, traverse une crise multiforme depuis quarante ans. Les événements qui l'ont frappée dès son indépendance, le 30 juin 1960, puis les trente-deux ans de dictature de Mobutu et enfin les échecs de ce qui avait été perçu initialement comme une guerre de libération prometteuse menée par Laurent-Désiré Kabila ont successivement appauvri sa population. Le pays se range parmi les plus pauvres du monde avec un produit national brut par habitant estimé à 120 dollars en 1997. Les problèmes sécuritaires, politiques et économiques ne sont nulle part ailleurs ressentis plus durement qu'à Kinshasa, sa capitale. Or, la dégradation de l'environnement naturel autour de cette ville devenue immense accentue encore la vulnérabilité des ménages kinois ; c'est un véritable cercle vicieux car si une telle dégradation aggrave la pauvreté, cette dernière incite à son tour à surexploiter la mosaïque écologique. Les répercussions sur tous les critères de développement humain en sont donc catastrophiques.

## ● Une croissance démographique réelle mais à taux décroissant

Ces problèmes sont exacerbés par une explosion démographique unique en Afrique. Même si les estimations pour Kinshasa relèvent d'approximations, il est communément admis que le seuil de 5 millions d'habitants y est désormais dépassé (1). La

\* Université libre de Bruxelles, programme APFT (Avenir des peuples des forêts tropicales). Les analyses et constats présentés dans cet article sont le fruit des recherches, à Kinshasa, dans le cadre du volet « ville-forêt » du programme APFT de la Direction générale développement de la Commission européenne. L'auteur tient à remercier Denise Amould pour la traduction de son manuscrit de l'anglais.

(1) Selon le Département de démographie de l'université de Kinshasa, il serait de 5 356 000 en 1997 (Département de démographie de la faculté des sciences économiques de l'université de Kinshasa, *La question démographique en République démocratique du Congo*, UNIKIN, Kinshasa, 1998, p. 40).

capitale de la RDC est ainsi devenue la deuxième ville d'Afrique subsaharienne après Lagos par sa taille démographique. Ceci contraste fortement avec les dernières estimations d'avant l'indépendance, fixant la population à quelque 400 000 habitants, et plus encore avec le caractère villageois de la Station de Léopoldville, il y a un siècle. Cette image d'une expansion inexorable dissimule toutefois les réalités démographiques les plus récentes. Car, si Kinshasa se développe encore en chiffres absolus, son taux de croissance démographique commence néanmoins à fléchir depuis le début des années 1970. Le taux de progression annuelle très élevé de 9,4 % (2), relevé entre 1958 et 1970, a diminué de plus de moitié (4,1 %) actuellement (3). Ce dernier chiffre demeure cependant préoccupant, puisqu'il implique que la population doublera encore en dix-sept ans, perspective qu'il faut rapprocher aussi du fait qu'à présent près de la moitié des Congolais sont âgés de moins de 15 ans (4).

Le ralentissement du taux de croissance démographique de Kinshasa peut s'expliquer par la gravité de la crise politique et économique subie par l'ensemble du pays. Cette crise s'exprime, en termes de problèmes urbains proprement dits, par un déclin, une absence ou au contraire un abus de pouvoir des services administratifs municipaux ; par également des problèmes quotidiens de transport, de distribution d'eau et d'énergie ; enfin par la baisse du revenu des ménages et ses conséquences. Le rapport entre ce qui était, par le passé, un bon niveau de vie en ville, en comparaison de l'existence en zone rurale, est de nos jours inversé. L'attrait pour la ville a fait place au désenchantement et l'image de « Kin la belle » s'est transformée en celle de « Kin la poubelle ». Ce sentiment contribue au phénomène actuel de « désurbanisation », dont les formes peuvent varier de la réinstallation en périphérie de Kinshasa, au retour au lieu d'origine ou encore à l'émigration vers une autre ville.

## ● Le phagocytage de l'espace

Cette expansion démographique, ainsi que la prépondérance écrasante de la capitale en termes d'infrastructures, d'emplois, d'industries, de commerces et de travaux publics entraînent un phagocytage de l'espace urbain et périurbain. Ceci est patent dans les zones sud (5) et est (6) de la périphérie, constituant des annexes anarchiques des quartiers européens (7). Il en va de même dans les anciennes « cités » africaines urbanisées (8) et les agglomérations du sud occupées massivement durant la période qui a suivi l'indépendance, comme Bumbu, Makala, Ngaba, etc. Ces derniers quartiers constituent un bel exemple d'urbanisation sans planification urbaine. Cette extension spatiale de l'habitat à Kinshasa a eu sur l'utilisation des sols deux incidences qui ont grandement modifié l'environnement naturel de la région. La première, et la plus importante, est le développement agricole ; la seconde, la pression exercée sur les zones forestières pour obtenir du bois de chauffe.

(2) J.-C. Bruneau, « Crise et déclin de la croissance des villes au Zaïre : une image actualisée », in : *Revue belge de géographie*, fascicule 58 (1-2), ULB, Bruxelles, 1995, p. 105.

(3) Département démographique des Nations unies, *World Urbanisation Prospects : The 1996 Revision*, New York, 1997, p. 159.

(4) Ministère de la Santé publique, *Etat des lieux du secteur de la santé. Profil sanitaire du niveau central, des provinces, des zones de santé et des ménages*, Kinshasa, 1999, p. 31.

(5) Ngaliema, Selembu, Lemba, Mont Ngafula, Kisenso.

(6) Kingabwa, Ndjili, Masina, Kimbanseke.

(7) Gombe, Limete, Ngaliema et Bitza.

(8) Barumbu, Kinshasa, Kinambo, Lingwala, Kasa-Vubu, Ngiri-Ngiri, Bandalungwa, Kalamu, Lemba, Matete, Njili.

## ● L'expansion agricole

En dépit d'un discours répétitif du président Mobutu sur la nécessité de donner la priorité à l'autosuffisance agricole, et que résumait la campagne nationale « Retrouvons les manches » lancée en 1965, le Congo indépendant n'a jamais eu de politique qui ait intégré la production, le transport et la commercialisation des produits agricoles. Depuis la fin des années 1980, le pourcentage du budget national destiné à ce secteur a même été réduit de 3 % à 2 % (9). Les communautés rurales ont été handicapées par ce manque de politique, mais les populations urbaines demeurent encore plus vulnérables. En effet, on estime qu'un minimum de 50 % des dépenses des ménages sont consacrées actuellement à l'achat de nourriture. Pour les plus pauvres, ce pourcentage peut représenter jusqu'à 72 % (10).

Les besoins alimentaires de Kinshasa ont largement contribué à la déforestation de son arrière-pays forestier. Ce phénomène s'observe actuellement sur presque 100 km, le long de la route nationale 1 et de la voie ferrée Kinshasa-Matadi, dans la province du Bas-Congo et le long de la route nationale 2, de Kinshasa à Kikwit, dans celle de Bandundu. Cela confirme les observations faites naguère par Goossens et son équipe, dans l'étude des lieux de production des produits alimentaires destinés à Kinshasa (11). Au moment de leurs recherches, Bagata, Idiofa et Bandundu devenaient des points importants d'approvisionnement. Mais partout, dans ces régions où se pratique traditionnellement une agriculture traditionnelle sur brûlis, les capacités de charge du sol sont fortement amoindries. La terre y est surexploitée, les périodes de jachères y sont raccourcies, ce qui entraîne une réduction des rendements. La dégradation de cet arrière-pays de mosaïques de forêt-savane pose aussi des problèmes pour l'approvisionnement en produits de la cueillette qui participent au régime alimentaire des Congolais. Il s'agit principalement de feuilles (*gnetum* ou *saka-saka*), de larves comme le ver de palmier, d'insectes (grillons, termites, sauterelles) et de chenilles, de champignons, de racines et d'écorces ou encore de fruits. La pénurie de ces ressources se répercute dans l'équilibre alimentaire des Kinois.

Bien que située à plus de 500 km de Kinshasa, la région de Kikwit joue aussi un rôle important dans l'approvisionnement de la capitale. Il est si important qu'à l'époque de l'épidémie d'Ébola en 1995, les autorités sanitaires fermèrent la route Kikwit-Kinshasa puis, la menace de famine l'emportant sur le risque de contagion, cette décision fut rapidement abrogée. Mais, à cette époque, la route était encore bitumée, alors qu'elle est maintenant sérieusement dégradée : les nouvelles difficultés de transport se traduisent par une hausse des prix des produits sur les marchés de Kinshasa. Une solution alternative est le transport des produits alimentaires de la région sur le fleuve Kwilu vers Kinshasa.

Cette dégradation de l'approvisionnement alimentaire externe, dont on voit là un exemple, tout comme d'autres facteurs tels que le chômage, les salaires impayés et la paupérisation généralisée des habitants de Kinshasa (environ un tiers d'entre eux vivent maintenant en dessous du seuil de pauvreté) ont contribué à encourager la croissance du phénomène d'agriculture urbaine. Alors que traditionnellement bien des familles de Kinshasa plantaient des arbres fruitiers et des plantes médicinales dans leur jardin, désormais ce sont tous les espaces disponibles de la ville qui sont convertis en potagers pour des raisons économiques. L'agriculture urbaine est, en

(9) Ministère français de la Coopération, *Les Etats d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes*, Paris, 1993, p. 413.

(10) T. De Herdt et S. Maryse, *Comment survivent les Kinois ? Quand l'Etat dépérit*, Centre for Development Studies, Anvers, 1996, p. 23.

(11) F. Goossens, B. Minten et E. Tollens, *Nourrir Kinshasa : l'approvisionnement local d'une métropole africaine*, L'Harmattan, Paris, 1994.

effet, l'une des innombrables stratégies de survie développées pour continuer à nourrir la famille.

Ce phénomène de l'agriculture urbaine peut aussi être considéré dans le contexte plus large de la « ruralisation » de Kinshasa. Si seule la « modernité », s'exprimant sous forme des biens et d'idées nouvelles, pénètre toujours les villages les plus reculés de RDC en venant de la ville, les attitudes et les comportements ruraux sont aussi, et à rebours, de plus en plus présents à Kinshasa.

Il suffit de se placer le soir le long de certaines artères de la ville pour voir ces « rurbains » regagner leur maison, leurs productions à la main, la houe sur l'épaule et des fagots de bois sur la tête. Pour bon nombre d'entre eux, l'agriculture est leur seule occupation. Manioc, arachide, courges, igname et maïs sont les principales cultures. La structure collective ou communautaire de l'organisation agricole « rurale » fait place à une activité individuelle qui reflète plus les modèles comportementaux urbains : les « rurbains » cultivent seuls leur lopin. On remarque une véritable tendance à l'évolution d'activités strictement féminines par tradition : les maris aident maintenant leur femme au champ périurbain et ils ramassent aussi du bois de chauffe.

Dans ces communes périphériques, le retour des populations à la terre est un phénomène qui se généralise. Outre l'évolution agricole, on y constate aussi des activités d'élevage : certaines familles possèdent des poules, des canards, des pigeons, des lapins, des cobayes, des porcs ou encore des chèvres. Ces familles soutiennent qu'elles font de l'élevage pour les mêmes raisons économiques qu'elles cultivent les parcelles maïs, somme toute, ici comme au village, le petit élevage familial reste surtout destiné aux cérémonies coutumières ou à l'économie de prestige.

Les activités « villageoises » de la population « urbaine » ou « néocitadine » des communes les plus pauvres se distinguent de celles des populations plus aisées de la capitale. On note toutefois que même les habitants des quartiers bourgeois, également confrontés à des difficultés de survie, sont eux aussi obligés de développer des activités parallèles pour subvenir à leurs besoins. Mais il s'agit alors plutôt de petits commerces ou de prestations de services que de culture et d'élevage.

Cette « ruralisation » résulte surtout de facteurs socio-économiques, et pourtant sa dimension légale devient aussi importante. L'usage du sol souffre, en effet, de l'absence d'un cadre légal approprié. Comme partout en Afrique, il y a un chevauchement des droits fonciers coutumiers et des systèmes de gestion étatique ou privée de la propriété. Par ailleurs, comme l'a fait remarquer R. Devisch, les attitudes et les comportements de type villageois se manifestent aussi dans la redéfinition d'une éthique sociale et religieuse ainsi que par la reconstitution de l'espace familial et culturel (12).

Enfin, la « ruralisation » ou « villagisation » a fortement influencé la recherche identitaire des habitants d'une capitale où il est de plus en plus difficile de se sentir citadin, en raison de la nécessité de se réadapter à des types de comportement ruraux. Cette dimension est associée à un problème linguistique, car en lingala le mot « ville » n'existe pas. Dans cette langue véhiculaire très pratiquée à Kinshasa, le mot *mboka* ne signifie que « village » et le terme *mboka ya mundele* se traduit par le « village des Blancs », en désignant ainsi la « ville ». Le langage populaire oppose toujours, de la sorte, la « ville », jadis européenne, et la « cité » africaine. Ainsi continue-t-on à dire « je vais en ville » lorsque l'on se rend au centre de Kinshasa (lieu de travail, administration, commerce...) et « à la cité » quand on va dans les quartiers d'habitat.

Afrique  
contemporaine  
N° 194  
2<sup>e</sup> trimestre 2000

problèmes  
d'Afrique centrale

85

(12) R. Devisch, « La "villagisation" de Kinshasa », in : *Revue belge de géographie*, fascicule 58 (1-2), ULB, Bruxelles, 1995, p. 115-121.

## ● L'énergie-bois et alimentation

Kinshasa est plus gravement affectée par la crise du bois de chauffe que toute autre ville du bassin du Congo. Cela résulte de la convergence d'une population dense, d'une pauvreté accablante, et d'un arrière-pays dont l'environnement naturel ne fournit que relativement peu de biomasse ligneuse. C'est aussi une des conséquences d'un manque de stratégie politique.

De nos jours, la presque totalité de la population de Kinshasa pratique quasi exclusivement les modes traditionnels de cuisson. Même les ménages qui ont accès à l'électricité, utilisée principalement pour l'éclairage, sont incapables de s'offrir ne serait-ce que le plus rudimentaire des réchauds électriques. Or, en 1979, on estimait que 70 % seulement des ménages urbains continuaient à cuire traditionnellement sur feu de bois (13). Ce contraste démontre le déclin du pouvoir d'achat, qui reste dû, entre autres, au fait que l'économie nationale était effectivement plus forte à la fin des années 1970 qu'actuellement.

On peut difficilement estimer la quantité exacte de charbon de bois nécessaire aux besoins de Kinshasa, mais une étude assez récente avance le chiffre de 200 kg de charbon de bois par personne et par an (14).

Contrairement aux autres villes de la région, où les ménages préfèrent, pour cuisiner, le bois au charbon de bois, c'est ce dernier combustible qui est principalement utilisé à Kinshasa. L'omniprésence du charbon de bois à Kinshasa ne doit pas faire croire qu'il serait une source « traditionnelle » d'énergie pour la cuisson : il ne l'est d'ailleurs nulle part en Afrique. Le charbon de bois n'est en fait préféré au bois de chauffe que pour son utilisation plus aisée dans le contexte spécifique des mégapoles. Une telle évolution témoigne de l'adaptabilité des populations aux contraintes économiques et écologiques alors que les habitudes alimentaires et culinaires se révèlent plus difficiles à abandonner que celles liées au combustible utilisé. La généralisation progressive de l'usage du charbon de bois peut s'expliquer par la plus grande facilité du transport et du stockage, par rapport au bois, ainsi que par l'usage largement répandu du *mbabula*. C'est un brasero bon marché, fabriqué en métaux recyclés, qui est devenu populaire au moment de l'évolution des habitudes des ménages en matière d'habitat et d'espace. Tous les ménages l'utilisent, même ceux, peu nombreux, qui cuisinent aussi à l'électricité.

Les problèmes de transport à Kinshasa ont provoqué une hausse considérable du prix du charbon de bois, appelé *makala* dans les régions du Congo où l'on parle lingala. Les familles démunies, entraînées dans la spirale de la pauvreté, ne peuvent plus se permettre d'acheter un sac entier de charbon de bois et limitent de plus en plus leurs achats à de petites quantités, solution qui, à long terme, se révèle plus coûteuse. Le commerce de détail africain s'est transformé progressivement en un système de vente au micro-détail sur les marchés et les *wenze* (étals de fortune) de Kinshasa.

Cela faisait des décennies, qu'on redoutait la pénurie de charbon de bois dans la capitale. Déjà, les autorités coloniales belges, qui connaissaient le problème, avaient envisagé de faire venir du bois de chauffe de Mbandaka à Léopoldville par barges sur le fleuve Congo. Depuis longtemps aussi, on appréhendait les sérieuses répercussions écologiques et humaines. A cet égard, il est aujourd'hui patent que le niveau de la santé publique a baissé de façon dramatique. Les repas chauds deviennent de plus en plus rares et sont remplacés par des assiettées de restes froids, malgré le risque de contamination. Aux plats traditionnels, exigeant un temps de cuisson fort

(13) L. Vangu-Lutete, *Le Zaïre et le problème des combustibles ligneux : estimations des besoins et essai d'analyse de la problématique*, rapport non publié, Kinshasa, 1979, p. 10.

long, sont aussi substituées de simples collations moins nourrissantes. Le nombre de repas quotidiens se réduit progressivement et, maintenant, un seul repas est devenu la norme à Kinshasa. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) y a relevé, en 1999, un taux de 9,4 % de malnutrition légère et de 13,6 % de malnutrition aiguë (15). Au niveau national, toujours selon l'OMS, plus de 50 % des ménages urbains ne consomment qu'un seul repas par jour (16). Il ressort par ailleurs d'une enquête antérieure, menée en 1996 auprès de ménages du quartier résidentiel de Ngaliema, que 59 % des personnes interrogées ne prennent plus qu'un repas quotidien, que 29 % en prennent deux par jour, et que seulement 7 % en ont trois. La même étude signale parallèlement que 70 % des ménages de ce quartier privilégié cuisinent à l'électricité, tandis que les autres utilisent toujours le bois ou le charbon de bois. Ces chiffres sont significatifs tant ils prouvent que même les familles aisées sont également affectées par la forte hausse du prix des denrées alimentaires (17). La rareté du bois de chauffe est donc devenue un problème dramatique de santé publique.

D'un point de vue sociologique, la rareté de la nourriture et du bois de chauffe contribue également à la rupture avec les habitudes traditionnelles d'hospitalité. Les citoyens pauvres de Kinshasa ne peuvent plus se permettre de partager leurs repas avec des hôtes inattendus, ce qui était encore la norme sociale il y a une dizaine d'années. Ce changement est présenté avec finesse dans une scène d'une bande dessinée satirique intitulée *Un dîner à Kinshasa* où un père dit à ses enfants : « Allez-y mes enfants ! Des visiteurs peuvent surgir à tout moment ! » (18).

La mauvaise distribution de l'eau potable et la faible consommation du bois de chauffe entraînent des problèmes connexes et trop souvent négligés. Malgré les recommandations faites par les autorités sanitaires de Kinshasa de bouillir l'eau avant consommation, peu de citoyens le font. Les affections intestinales d'origine hydrique sont très fréquentes, surtout parmi les enfants, alors que plus d'un quart des habitants de la capitale doivent parcourir plus d'un kilomètre pour s'approvisionner en eau (19).

## ● Le gibier se fait rare...

Kinshasa, où le gibier est peu consommé parce qu'il y est rare et trop cher, contraste fortement avec d'autres villes du bassin du Congo où la viande de brousse est relativement abondante. Seuls quelques ménages nantis peuvent se permettre d'en manger. Les plus pauvres, quant à eux, n'en consomment que rarement, soit à l'occasion de fêtes ou lorsqu'un parent ramène lui-même une prise du village. La crise multiforme subie par le pays a donc, paradoxalement et indirectement, contribué à sauver sa faune, du moins pour le moment. Toutefois, la militarisation de certaines régions a eu des conséquences néfastes dans ce domaine, notamment dans les aires protégées de l'est du pays.

Dans ce contexte, il faut noter l'interaction de plusieurs facteurs négatifs pour les circuits du gibier.

Les réseaux d'approvisionnement et de commercialisation ont été ralentis par les mouvements des rebelles dans les provinces de l'Équateur et du Haut-Congo, régions de forêt dense humide d'où provient l'essentiel du gibier vendu

(15) Ministère de la Santé publique, *op. cit.*, p. 52.

(16) *Ibid.*, p. 47.

(17) A. Kango-Kiangata, *Démographie, habitat et catégories socioprofessionnelles d'un quartier urbain : cas du quartier Bangu dans la commune de Ngaliema*, mémoire de licence, Institut pédagogique national, Kinshasa, 1996-1997.

(18) Ti Suka, *Un dîner à Kinshasa*, Communauté française de Belgique, Bruxelles - Kinshasa, 1996, p. 15.

(19) Ministère de la Santé publique, *op. cit.*, p. 55.

à Kinshasa. L'importance stratégique du fleuve Congo, tant pour les troupes gouvernementales que pour les forces rebelles, a contribué à l'effondrement de son dynamique commerciale. Auparavant notable entre les régions de Kisangani et de Kinshasa, celui de la viande de brousse n'existe plus désormais. De même, le commerce du gibier lié à l'exploitation forestière dans la concession de la SIFORCO (20) a lui aussi été stoppé, le groupe allemand SIFORCO/DANZER ayant cessé son exploitation en RDC. K. Amman avait observé, notamment, que les armes utilisées par les chasseurs étaient fournies dans les magasins de la scierie, que le fil de fer pour les collets provenait de morceaux défilés des câbles destinés au transport fluvial du bois, sur lequel les femmes des forestiers voyageaient gratuitement jusqu'à Kinshasa où elles vendaient le gibier provenant de la concession.

Les problèmes de sécurité en amont trouvent leur pendant en aval. Lors des déchargements aux *beaches*, les débarcadères de Kinshasa (21), les marchands doivent faire face à des tracasseries policières et administratives. Les fonctionnaires des Affaires économiques y collectent les taxes sur la marchandise. Ces taxes, officielles et officieuses, sont même perçues sur les espèces protégées par la convention de Washington, dont la RDC est signataire... De nombreux intermédiaires et « facilitateurs » participent à ces réseaux de commercialisation, et le fait que chacun y soit rémunéré, d'une manière ou d'une autre, fait grimper le prix de la viande sur les marchés (22).

Malgré ces tracasseries, la voie fluviale reste toujours le moyen d'approvisionnement le plus important, ce qui prouve par ailleurs que le gibier provient de régions éloignées. La viande transportée *via* le fleuve est presque toujours boucanée. D'autres axes d'approvisionnement par la route venant du Bas-Congo et celle de Bandundu permettent d'acheminer de la viande parfois fraîche. Le port de Maluku, à 40 km en amont de Kinshasa, est aussi un point de transit entre le fleuve et la ville parce que les contraintes administratives y sont moins lourdes que dans les débarcadères de la capitale.

Un autre aspect du problème et non des moindres, est celui du prix des pièces de gibier vendues sur les marchés. Dans le contexte de la pauvreté généralisée et de la sous-alimentation, n'importe quel repas devient un luxe. Les espèces les plus fréquemment vendues sur les marchés de la capitale (phacochères, singes, antilopes et porcs-épics) coûtent deux à trois fois plus cher que la viande de bœuf. Si, il y a quelques années encore, on estimait que le gibier apportait à lui seul, en moyenne nationale, 75 % des protéines animales consommées individuellement (23), ce chiffre doit être revu à la baisse aujourd'hui. Autrefois, les Kinois mangeaient ainsi, en petite quantité, de la viande accompagnée de manioc, de bananes plantains, de taros ou de riz. A l'heure actuelle, la viande n'est plus considérée que comme un simple condiment à Kinshasa : elle ne fait qu'assaisonner les plats mais ne peut guère nourrir tant on l'emploie chichement. La population de la capitale se contente dès lors généralement de haricots ou de poisson *Thompson* de piètre qualité, sans que ce soit tous les jours non plus. L'habitude de consommer sur le pouce des morceaux de gibier préparés par des établissements de fortune, qui reste très répandue dans d'autres villes de la région, n'est pas fréquente à Kinshasa (24). Si quelques « mamans » vendent, aux car-

(20) K. Amman, *The Conservation of the Bonobo in the 1 Million Hectare SIFORCO/DANZER Logging Concession in Central Congo*, rapport non publié, Nanyuki, 1998.

(21) Les ports de l'ONATRA (Office national des transports) de Kingabwa, de Ndolo, de Baramoto ou de Marsavco.

(22) Les plus importants sont le marché central de la Gombe, SimbaZikida, Lemba, Gambela, Idu (Masina), Bandal.

(23) C. Doumenge, *La conservation des écosystèmes forestiers du Zaïre*, Gland, 1990, p. 53.

(24) Théodore Trefon et Pierre De Maret, « Snack nature dans les villes d'Afrique centrale », in : Daniel Bley et al. (éds), *L'homme et la forêt tropicale*, travaux de la Société d'écologie humaine, Editions de Bergiers, Châteauneuf-de-Grasse (France), 1999.

refours stratégiques des quartiers administratifs ou sur les marchés, du gibier préparé pour arrondir leur fin de mois, les clients qui peuvent s'offrir ce luxe ne sont en fait pas légion. Quand on peut s'offrir du gibier, on le mange donc en famille, à la maison, et non pas seul dans les « maquis » comme à Yaoundé ou à Libreville.

## ● Des lendemains laborieux...

Le *mayele*, la « débrouillardise » des Congolais, souvent évoqué pour expliquer leur capacité à s'adapter à l'oppression politique et à l'austérité économique, ne doit pas masquer le fait que toutes ces stratégies ne sont imaginées que pour faire face à des problèmes quotidiens de véritable survie. Elles ne constituent en rien des solutions solides à une crise multiforme. Même si elles aident ponctuellement, elles ne peuvent pas être à la base d'un développement durable.

La population de Kinshasa paraît aussi, à première vue, soutenir le régime Kabila (et d'avoir un ennemi étranger, en l'occurrence les Ougandais et les Rwandais, est un atout politique indéniable). Elle n'est pourtant pas dupe en ce qui concerne les perspectives de reconstruction durable du pays. Les problèmes posés par la limitation de la circulation des devises étrangères imposée par le président Kabila, le couvre-feu, les toutes récentes inondations qui ont détruit des dizaines de milliers d'habitations ou encore les répercussions des activités des rebelles dans et autour de Kinshasa en août 1999 (sécurité, coupures d'eau et d'électricité...) sont des événements qui exacerbent encore les causes structurelles de la pauvreté. Seul un environnement favorable, rétabli par le dynamisme et les efforts de dialogue des Congolais eux-mêmes, aidera au redressement du pays. La population doit donc rester patiente vis-à-vis de la communauté internationale. En effet, si les bailleurs de fonds ont prévu des enveloppes pour la RDC, aucune proposition cohérente de leur utilisation ni de schéma directeur pour cette reconstruction ne leur ont été soumis.

Dans cette mégapole, qui abrite à peu près un Congolais sur dix, les problèmes d'approvisionnement, de transport, d'alimentation, de santé publique, de scolarité des enfants, de qualité de l'habitat, voire même les relations sociales, sont tous entremêlés. Les solutions, elles, doivent aussi être interconnectées. Mais ceci nécessiterait l'élaboration d'un plan stratégique global par les acteurs locaux, à tous niveaux, avec l'appui d'une communauté internationale qui puisse travailler aussi bien avec les populations qu'avec les hommes au pouvoir.

---

**Afrique**  
contemporaine  
N° 194  
2<sup>e</sup> trimestre 2000

---

problèmes  
d'Afrique centrale

---

89